

Certains s'inquiètent de la façon dont ce projet de loi affaiblira le financement des services de santé et des conséquences pour les hôpitaux, les malades, et les travailleurs concernés. Cependant, je pense qu'il faut aussi souligner l'écart immense entre ce que le gouvernement dit et les mesures qu'il propose. J'ai entendu de nombreux intervenants rappeler que le gouvernement souhaite faire du Canada, en cette fin du XXe siècle, un pays compétitif dans le domaine de la science et de la technologie, un pays concurrentiel sur les marchés internationaux et favoriser également la fabrication secondaire et la recherche et le développement pour que nos ressources nous soient vraiment profitables et soient aussi une occasion de démontrer notre créativité et le reste. Ce matin, le Conseil des sciences s'est inquiété que nous soyons incapables d'apprécier les conséquences de notre absence de politique en matière de sciences et de recherche dans le contexte des négociations sur le libre-échange, mais aussi de savoir ce que cette réalité signifierait à l'avenir.

Il est peut-être temps maintenant de se demander ce que nos universités et nos collèges nous apportent. Les recherches pures effectuées dans ces hauts lieux du savoir influenceront évidemment sur la croissance économique de notre pays, même si le rapport qui existe entre sciences fondamentales et développement industriel semble parfois échapper au gouvernement qui voudrait accommoder la recherche pure à l'idée qu'il se fait du développement économique et de la croissance des industries technologiques. Ce rapport existe indiscutablement, mais les politiques n'en comprennent pas toujours l'importance.

L'université n'est pas uniquement un lieu propice à la recherche fondamentale et technologique. C'est un milieu où le savoir s'enrichit sans cesse de connaissances et de nouvelles découvertes. Ces découvertes servent à civiliser et à humaniser davantage notre société et à assurer le progrès économique de notre pays. Faut-il rappeler que l'université est aussi un lieu d'apprentissage et d'enseignement. C'est là qu'on forme nos futurs dirigeants qui contribueront plus tard à faire du Canada un pays de plus en plus civilisé où il fera bon vivre. C'est aussi un endroit qui offre d'immenses possibilités à un si grand nombre de nos concitoyens qui n'ont pas eu la chance de naître dans un milieu aisé. C'est un endroit où les gens peuvent franchir les barrières qui autrefois les empêchaient de faire leur marque dans la société, ce qui était dans le passé déterminé par les origines familiales, la classe sociale ou bien d'autres facteurs. C'est, dans un sens, un lieu d'égalisation des chances pour un si grand nombre de personnes. Pourtant, nous avons eu une succession de gouvernements qui n'ont pas su reconnaître la place importante que l'enseignement postsecondaire devrait occuper dans l'établissement de leur politique.

● (1530)

Une série d'événements ont marqué le système universitaire. Il y a eu un certain nombre de rapports dont ceux d'une commission royale d'enquête en Nouvelle-Écosse et d'une commission ontarienne de même que les rapports Al Johnson et Macdonald. Officiellement, les préoccupations des universités ont reçu une très grande attention. On a entendu la communauté

universitaire déplorer que les gouvernements fédéral et provinciaux n'aient pu s'entendre sur un système de financement des universités et collèges adapté aux très graves problèmes auxquels ils sont confrontés. Ces problèmes ont fait l'objet d'amples débats, aussi le gouvernement devrait-il déjà être parfaitement au courant de la crise que traverse le système universitaire.

Cette crise nous est révélée par différentes voies, la principale étant le nombre croissant de recommandations que contiennent tous ces rapports sur le remplacement des fonds qui ne sont plus versés par les gouvernements fédéral et provinciaux. Un autre thème qui revient souvent dans ces rapports, c'est qu'on y affirme que les universités ne peuvent plus continuer de mettre l'accent sur l'accessibilité qui a caractérisé les deux dernières décennies. On semble vouloir dire que cela s'est fait au détriment de la crème de notre société, c'est-à-dire ceux qui avaient autrefois facilement accès à l'université grâce à la fortune ou à la position de leur famille dans la société. Certains rapports soutiennent que moins de jeunes devraient fréquenter l'université. Certains disent très explicitement que l'on devrait inverser la tendance à l'égalisation des chances qui a caractérisé les deux dernières décennies. Peut-être en effet les universités devraient-elles admettre moins de pauvres, moins de mères, moins d'handicapés et moins de membres des minorités car cela compromet leurs moyens de faire de la recherche.

On a également soutenu que s'il faut financer la recherche universitaire, les universités devraient se mettre à la remorque de l'industrie. Les subventions devraient être accordées dans la mesure où l'industrie verse une contribution équivalente. Les universités devraient être plus pragmatiques, davantage raccordées à la vie économique des villes environnantes. Nous constaterons cependant alors qu'on va sacrifier la recherche fondamentale, si essentielle aux universités. Plus important encore, le système des universités et collèges sera orienté selon les priorités établies par les dirigeants d'entreprise et les grandes sociétés qui voudraient que les universités et les collèges soient leurs servantes. Les résultats sont évidents. On mettrait moins l'accent sur l'enseignement. Si l'université néglige l'enseignement, elle cesse de remplir sa mission.

Je pourrais continuer à évoquer les répercussions d'une absence de politique, d'une mauvaise politique ou d'une politique incohérente, et mes collègues aimeraient bien me voir poursuivre. Mais je vous vois croiser les mains, monsieur le Président, et je céderai par conséquent la parole au prochain orateur.

**Mme Sheila Finestone (Mount Royal):** Monsieur le Président, c'est avec grand plaisir que je prends de nouveau la parole au sujet de ce projet de loi. Cela me permettra de demander au gouvernement de corriger une erreur de jugement. Les ministres concernés devraient retourner voir leurs homologues provinciaux, les ministres de l'éducation et les ministres de la santé, afin que nous puissions éviter les conséquences catastrophiques que risque d'avoir cette mesure.